

BENJAMIN DESSUS

Président de l'association Global Chance.

explique-t-il. *Nous avons ressenti le besoin dans nos communautés de regagner notre autonomie alimentaire.* » En contact avec différentes écoles de la ville, il reçoit régulièrement des jeunes sur son terrain pour les former à l'agriculture bio. À ce jour, près de 60 écoles publiques de Detroit sont impliquées dans les programmes « De la ferme à l'école ».

**Développer un jardin** est aussi pour beaucoup un moyen de construire une solidarité de quartier. C'est l'expérience relatée par Mark Covington, de Georgia Street Community : « *Au départ, l'idée était simplement de nettoyer un terrain vacant pour en faire un jardin. Rapidement, ce lieu de culture est aussi devenu un lieu de rassemblement où l'on projette des films, où l'on débat et où l'on met les mains dans la terre.* » À terme, l'enjeu pour Mark est de pouvoir tirer un salaire de ce projet. Il n'attend assurément rien de la municipalité.

« *Je n'ai aucune envie d'avoir les mains liées et, de toute manière, la ville n'a pas d'argent* », relate Mark. En somme, mieux vaut oublier l'État et se prendre en main pour changer sa façon de vivre. « *Les choses vont si mal qu'il nous faut penser à un autre type de vie pour les gens ordinaires*, poursuit Grace. *D'autres villes connaissent une forte expansion de l'agriculture, à l'instar de Milwaukee.* »

Cette ville, située dans le Wisconsin, étale des hectares de friches industrielles. À proximité du lac Michigan, elle accueille également une des fermes urbaines les plus connues des États-Unis, Growing Power. À sa tête, Will Allen, un ancien basket-

teur professionnel. « *Lorsqu'il a pris sa retraite, il s'est souvenu que, quand il était petit, les gens avaient toujours suffisamment à manger, aime à raconter Grace. Il a donc acheté un hectare, s'est lancé dans l'aquaculture en milieu urbain et a commencé à vendre du poisson frais dans toute la ville.* » Le modèle d'aquaculture de Will Allen inspire. Des centaines de jardiniers amateurs, d'universitaires, de coopératives de production se pressent dans les allées de sa ferme pour tâcher de reproduire son système. Des passionnés finissent par se lancer dans la reconversion d'usines abandonnées. C'est le cas de James Godsil, à l'initiative du projet Sweet Water Organics. Sur près de 11 000 m<sup>2</sup>, dans une ancienne usine rachetée à un fabricant d'équipement minier, des milliers de perches jaunes et de tilapias se reproduisent. Au-dessus des cuves de

40 000 litres, du cresson, des salades et des plants de tomates participent à filtrer et à purifier l'eau, avant d'être vendus aux restaurants et aux grossistes de la ville. Si l'expérience se révèle viable, un nouvel avenir pourrait se dessiner pour les 10 000 sites inutilisés dans la région. Grace est convaincue que Detroit, comme Milwaukee, entame une transition historique vers des sociétés postindustrielles. Un jugement renforcé par la crise énergétique et le renchérissement du coût du pétrole.

« *Ce dont je suis sûre, conclut-elle, c'est que la seule perspective réaliste pour des villes comme Detroit est l'autosuffisance alimentaire.* »

—Sophie Chapelle

**1 200**  
**jardins**

sont  
actuellement  
cultivés à  
Detroit par  
près de 16 000  
habitants.



À Milwaukee, des salades poussent sur les cuves à poissons. SWEET WATER ORGANICS

## CO<sub>2</sub> : la responsabilité des classes aisées

**Dans le domaine de l'énergie et des émissions** de CO<sub>2</sub>, la solution qu'on nous propose généralement pour la France repose sur deux piliers : la croissance et les énergies décarbonées. La croissance serait naturellement porteuse d'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, sans pour autant gonfler significativement les émissions des plus riches. On savait en effet, grâce aux études de l'Ademe, que les 20% les plus riches ne consacraient « que » 6% de leur revenu à leurs dépenses directes d'énergie (le chauffage, l'électricité domestique, le carburant automobile) contre 15% pour les 20% les plus pauvres. Et qu'ils avaient, finalement, une consommation d'énergie « seulement » 20% supérieure et des émissions de CO<sub>2</sub> 25% supérieures à celles des plus modestes. C'est-à-dire qu'on devait donc s'en sortir sans trop de mal avec un effort général d'économie d'énergie, à peine plus important pour les classes les plus riches, et une mobilisation nationale des énergies décarbonées, nucléaire en tête!

**Il faut mettre en place des incitations fortement progressives à l'économie d'énergie en tenant compte de l'énergie « grise ».**

Un rapport récent vient brutalement remettre en doute ces certitudes réconfortantes. L'Insee a eu en effet la curiosité de mesurer les émissions de CO<sub>2</sub> contenues dans les produits et les biens qu'importe la France, sans oublier bien entendu d'en soustraire celles contenues dans ses exportations. Les résultats de cette étude sont éclairants. Quand on tient compte de l'énergie « grise » que contiennent les biens et les produits que nous achetons, nos émissions (et donc nos consommations d'énergie) sont près de 35% supérieures à ce qu'indique le bilan national...

On découvre aussi que la répartition de ces émissions en fonction des revenus des ménages est beaucoup plus contrastée que pour nos dépenses « directes » d'énergie : celles des 20% de ménages les plus favorisés sont 2,7 fois plus importantes (et non pas 1,25 fois) que celles des 20% les plus défavorisés. Les émissions de CO<sub>2</sub> d'un ménage en France, à une époque déterminée, restent donc presque proportionnelles à sa richesse car la part d'énergie indirecte contenue dans les biens et les produits de consommation, souvent importés, augmente très vite en fonction des revenus.

**Il faut donc à l'évidence provoquer un effort** de réduction beaucoup plus considérable que supposé de la part des couches les plus aisées de la population. Et nous n'y parviendrons pas si les incitations à l'effort demandé ne sont pas modulées en fonction des niveaux réels d'émission de chacun (et finalement de son revenu). Il faut donc, pour des raisons d'équité mais aussi d'efficacité, mettre en place des incitations fortement progressives à l'économie d'énergie ou d'émissions. Quelque chose d'analogue dans son principe à l'impôt sur le revenu, avec une exonération de taxe jusqu'à un seuil d'émission donné, puis une taxe progressive avec le niveau d'émission.

Bien entendu, la mise en place d'un tel système se heurte à de nombreuses difficultés pratiques puisqu'il n'est pas facile d'associer un contenu CO<sub>2</sub> à chacun des biens que se procure et utilise un ménage. Il existe pourtant déjà une mesure fiscale – le malus automobile – qui respecte cet esprit de progressivité et semble bien acceptée aujourd'hui. Savez-vous en effet qu'une automobile roulant 15 000 km/an pendant dix ans paiera, à travers son malus initial, une taxe CO<sub>2</sub> implicite de 63 euros/tonne si elle émet 250 g/km (comme un 4x4 par exemple) et de seulement 8,50 euros/tonne si elle n'en émet que 150 (comme une 308 ou une C4 essence) ? On a bien là l'exemple d'une taxe très rapidement progressive qui prend en compte à la fois les émissions à la construction du véhicule et celles de son usage, dont on pourrait s'inspirer dans de nombreux autres cas. Mais, surtout, l'étude de l'Insee montre que le modèle de consommation des classes aisées n'est tout simplement pas accessible à tous parce que beaucoup trop dispendieux en énergie et en émissions cachées. C'est donc bien le mode de vie et de consommation des classes aisées des pays occidentaux qui est en cause, et qu'il est urgent de faire évoluer vers plus de sobriété.